

Réglementer ou ne pas réglementer la finance durable en Suisse ?

Perspectives du marché et ambitions de la Suisse

Jean-Luc Chenaux,¹ Edoardo Chiarotti,^{1,2} Jean-Pierre Danthine,^{2,3} Alisa Gessler,^{1,2}
Florence Hugard^{1,2} et Manon Schläpfer¹

Janvier 2024

© Enterprise for Society (E4S) Center, 2024

Un grand merci aux représentants des marchés financiers qui ont accepté d'être interviewés formellement, à ceux qui ont participé au groupe de discussion, qui ont partagé de manière informelle leurs réflexions et leurs commentaires, et qui ont soutenu les efforts déployés dans le cadre de ce projet.

Enterprise for Society (E4S) est une joint-venture entre l'Université de Lausanne à travers sa Faculté de commerce et d'économie (UNIL-HEC), l'Institute for Management Development (IMD) et l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), sous l'égide de son Collège de Management de la Technologie, avec la mission de mener la transition vers une économie plus résiliente, plus durable et plus inclusive. E4S s'engage à former la prochaine génération de leaders, à inspirer la transformation économique et sociale, et à promouvoir le changement en renforçant les start-ups et en stimulant l'innovation.

Affiliations des auteurs :

¹ Université de Lausanne (UNIL)

² Enterprise for Society Center (E4S)

³ Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)

RÉSUMÉ

Face aux troubles sociaux, à la perte de biodiversité et au changement climatique, les régulateurs du monde entier renforcent les réglementations en matière de finance durable : (1) en augmentant la transparence des caractéristiques de durabilité des produits financiers et des entreprises qui les émettent, complétée par une diligence raisonnable, (2) en suggérant des classifications pour déterminer le degré de durabilité des activités économiques et des produits financiers, et (3) en introduisant des exigences pour aligner les préférences de durabilité des investisseurs finaux avec leurs portefeuilles.

En Suisse, la réglementation en matière de durabilité pour les acteurs financiers est jusqu'à présent principalement basée sur le marché. Le législateur suisse a annoncé une réglementation plus stricte en matière d'écoblanchiment, tout en laissant les institutions financières suisses s'autoréguler de manière coordonnée par le biais d'associations professionnelles. Quoiqu'il en soit, de nombreux acteurs du marché financier suisse doivent rendre des comptes en vertu de la réglementation européenne sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR). Dans ce contexte, les associations professionnelles ont publié des directives visant à généraliser les meilleures pratiques et à accroître la transparence. Toutefois, de nombreux doutes subsistent, notamment en ce qui concerne l'harmonisation de la gestion des données, en particulier pour les petits acteurs.

Par le biais d'entretiens formels, cette étude recueille les opinions des acteurs du marché financier suisse sur les récents développements réglementaires. L'année dernière, Enterprise for Society (E4S) Center a publié une série de livres blancs sur la manière d'améliorer la réglementation suisse en matière de finance durable. Avec cette étude, nous ajoutons un angle pratique, en présentant les divers sentiments

des marchés financiers recueillis par le biais d'entretiens formels avec des acteurs des marchés financiers. L'objectif est de faire la lumière sur les développements (auto-)réglementaires en cours en Suisse, en se concentrant sur la prévention de l'écoblanchiment et le financement de la transition.

Les personnes sondées affirment que les informations sur le développement durable doivent être alignées tout au long des chaînes d'approvisionnement. L'amélioration de ces données et la priorisation de la publication d'informations utiles à la prise de décisions sont essentielles pour accroître la transparence. Cela peut se faire par le biais d'une approche proportionnelle et ajustée au risque plutôt que par le biais d'une norme suisse locale. Malgré des défis majeurs, les acteurs du marché suisse ont largement mis en œuvre la SFDR, mais l'harmonisation des données nécessite une adoption officielle ou des directives alignées pour les produits et les entreprises.

Les acteurs du marché confirment également le manque de clarté actuel des classifications des produits financiers durables, appelant à l'harmonisation des initiatives parallèles. Les personnes interrogées ont souligné que les Swiss Climate Scores - un ensemble d'indicateurs - devrait être développé davantage pour illustrer l'alignement et la contribution des portefeuilles aux objectifs climatiques. Dans le même temps, le marché a besoin de directives concernant d'autres objectifs sociaux et de biodiversité. Les entretiens ont également révélé des interprétations variées de l'impact sur la durabilité et de la transition, appelant à l'adoption de règles ou de labels tels que ceux développés dans l'UE, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les personnes interrogées ont également confirmé le potentiel de développement des obligations liées à la durabilité, avec une application stricte des règles du marché.

Les personnes interrogées estiment qu'il est nécessaire de former les employés au point de vente de produits financiers et de clarifier leurs responsabilités vis-à-vis des préférences des clients. Les conseillers financiers devraient recevoir une formation sur les questions de durabilité, afin de pouvoir mieux informer les clients sur l'impact

de la durabilité et la dépendance de leur portefeuille. Les clients bénéficieraient d'une éducation en matière de finance (durable). Des directives harmonisées pour les clients et les conseillers devraient compléter les propositions de valeur holistiques et faciliter l'investissement et le financement durables.

POINTS ESSENTIELS

- 1 Il y a encore un manque d'harmonisation autour de la finance durable en Suisse, en Europe et au-delà, mais des efforts réglementaires sont en cours.
- 2 Les acteurs du marché financier suisse ont progressé dans la divulgation des risques liés à la durabilité et de leur impact sur la durabilité conformément à la SFDR, malgré des défis majeurs en matière d'interprétation et de données.
- 3 En l'absence d'une taxonomie centralisée, de règles de dénomination ou de labels, les institutions financières suisses appliquent des catégories internes et suivent les cadres internationaux qui tentent de classer les caractéristiques des produits durables.
- 4 Au point de vente, les investisseurs individuels ont besoin de plus de conseils et d'une compréhension commune des outils d'investissement et de financement durables, afin d'exprimer leurs préférences et de faire du système financier un catalyseur plus inclusif de la durabilité.

SÉRIE E4S SUR LA RÉGLEMENTATION DE LA FINANCE DURABLE

La série E4S sur la réglementation de la finance durable étudie les développements réglementaires en Europe et au-delà et discute des implications pour les entreprises suisses et les acteurs du marché financier, les régulateurs et la société civile. **La tradition de la subsidiarité suisse à la lumière des approches à l'étranger** ouvre la voie à l'évaluation des objectifs réglementaires et à la comparaison des approches réglementaires en matière de finance durable dans les différentes juridictions. **Entreprises – analyse comparative pour la Suisse** compare les réglementations en matière de rapports sur la durabilité ciblant les entreprises dans différentes juridictions et fournit des recommandations pour le contexte suisse. Dans un troisième livre blanc, intitulé **Acteurs du marché financier : analyse comparative pour la Suisse**, la série met en lumière les spécificités et les implications pour les acteurs des marchés financiers.

Ce livre blanc complète la série en présentant des informations sur les marchés financiers suisses recueillies lors d'une série d'entretiens formels.